

Trend, un point sur quelques tendances récentes

OBSERVATOIRE

Produits, populations, prises de risque, trafic, prix... L'équipe de Trend présente pour Swaps les évolutions actuelles les plus marquantes en France, et quelques éléments à surveiller.

Cet article présente les principaux résultats issus du fonctionnement du dispositif Trend (Tendances récentes et nouvelles drogues) portant sur les années 2007 et 2008¹, éclairés par les premières données observées au plan national en 2009. Compte tenu du fait que le dispositif se concentre sur des populations beaucoup plus consommatrices de drogues que la population générale

d'âge équivalent, les observations réalisées sur ces groupes ne peuvent être généralisées à l'ensemble de la population française.

À l'œuvre depuis déjà plusieurs années, ces tendances de fond redessinent actuellement le cadre de l'usage de drogues comme l'ont fait,

depuis la fin de la décennie 1990, l'essor du mouvement techno, l'intensification du polyusage, la libéralisation des traitements de substitution aux opiacés (TSO) ou encore la diffusion de la cocaïne².

La diversification croissante des populations usagères

La diffusion d'un certain nombre de substances hors des groupes initialement consommateurs se comprend à la fois au plan sociologique mais également géographique. Ainsi, la cocaïne, déjà présente dans des milieux sociaux très hétérogènes, poursuit sa diffusion, notamment vers des jeunes issus des quartiers populaires et des banlieues périphériques, qui jusqu'alors consommaient principalement du cannabis. L'héroïne, dans des proportions toutefois non comparables, en vient à toucher des groupes de plus en plus variés notamment les plus jeunes usagers, le milieu festif et des populations très insérées socialement. D'autres produits (GHB/GBL, poppers, voire kétamine) tendent, quant à eux, à sortir des cercles restreints où ils étaient confinés.

Dans un contexte de stabilisation des prix (lire l'encadré sur les prix page 21), plusieurs éléments sous-tendent ce phénomène : la "généralisation" du polyusage qui tend à banaliser l'expérimentation de nouveaux produits ; la présence, notamment en milieu festif techno, de jeunes "expérimentateurs" en recherche permanente de nouvelles expériences et enfin, l'accessibilité grandissante des substances par le biais de la progression du micro-traffic et du commerce sur Internet qui permet un accès aux produits sur une large étendue du territoire national (lire l'encadré sur les trafics page 20).

On assiste en effet à l'extension marquée des usages vers des zones périurbaines et même rurales. Celle-ci résulte en premier lieu de la diffusion géographique des usages



¹ Cadet-Tairou A et al., "Drogues et usages de drogues en France ; état des lieux et tendances récentes 2007-2009. Neuvième édition du rapport national du dispositif Trend", OFDT, 2010, p. 280

² Costes JM (dir.), "Les usages de drogues illicites en France depuis 1999 vues aux travers du dispositif Trend", OFDT, 2010

Le dispositif

Mis en place en 1999, le dispositif Trend s'appuie sur :

- des outils qualitatifs de recueil continu coordonnés par l'OFDT, mis en œuvre par un réseau de coordinations locales (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse de 2007 à 2009) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information ;
- le dispositif Système d'identification national des toxiques et des substances (Sintes), orienté sur l'étude de la composition toxicologique des produits illicites ;
- des enquêtes quantitatives récurrentes (notamment Ena-Caarud) ;
- des investigations thématiques qualitatives ou quantitatives pour approfondir un sujet ;
- l'utilisation des résultats de systèmes d'information partenaires, en particulier :

- > le réseau des Centres d'évaluation et d'information sur les pharmacodépendances (CEIP) de l'Afssaps
- > les données de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS)
- > les données des autres dispositifs ou enquêtes de l'OFDT

L'ensemble de ces données est analysé par les coordinations locales, à l'origine des rapports de sites, puis fait l'objet d'une mise en perspective au niveau national.

en lien avec les éléments cités ci-dessus, mais aussi de la mobilité des usagers de drogues. En marge des déplacements de squats (expulsions notamment) qui renvoient les plus précaires vers la proche banlieue, on observe des personnes, vivant fréquemment de minimas sociaux, déjà usagères de drogues qui tendent à s'établir en zones rurales, "chassées" des villes par le niveau des loyers et la pénurie de logements.

Si ces évolutions accroissent la difficulté du travail de l'observateur, elles interrogent les acteurs de manière bien plus sensible en posant la question de l'accessibilité à la prévention, à la réduction des risques (RdR) et aux soins.

Héroïne : disponibilité et surdoses en hausse

La hausse de la disponibilité de l'héroïne consécutive à l'augmentation de la production afghane et à la réorganisation du trafic, signalée par le dispositif dès 2006, est désormais généralisée à l'ensemble des espaces urbains des sites Trend (à l'exception de Marseille). De moins en moins associée à l'image de la déchéance et de la mort qui prévalait dans les années 1980, l'héroïne bénéficie auprès de nou-

³ "Drames (Décès en relation avec l'abus de médicaments et de substances), résultats de l'enquête 2007. Compte rendu de la commission nationale des stupéfiants et des psychotropes". Afsasaps et CÉIP, 2008

veaux consommateurs d'une image de moins en moins répulsive. En cause, la chute des trois tabous : sida, surdoses et dépendances ; associés à tort à la seule pratique de l'injection par des consommateurs dont l'entrée dans l'usage se fait maintenant par le sniff. La disponibilité des TSO leur apparaissant en outre comme un filet de sécurité.

Le résultat le plus marquant de ce "renouveau" de l'héroïne se situe dans l'accroissement du nombre de surdoses, attesté par les données quantitatives jusqu'en 2007, mais surtout perçu à travers les dossiers qui ont mobilisé les autorités sanitaires en 2008 et 2009. L'héroïne est en effet présente dans 45 % des surdoses en 2007, alors qu'elle l'était dans seulement 36 % des cas en 2006 et 29 % en 2004³. Deux facteurs principaux sont en jeu. Le premier, relevant des usagers eux-mêmes, est lié à la progression de l'usage d'héroïne dans des populations d'usagers très éloignées du milieu des "toxicomanes traditionnels", souvent jeunes, dépourvus de connaissances et d'expérience concernant les opiacés. Le second est lié au produit : la fréquence des lots d'héroïne fortement dosée augmente corrélativement aux quantités d'héroïne présentes sur le territoire national, et la forte hétérogénéité des poudres en circulation constitue un

La question des trafics

Depuis sa création, Trend s'intéresse à la question des trafics de proximité, c'est-à-dire les petits réseaux qui se situent au plus près du consommateur final. Cet intérêt se justifie par la nécessité d'évaluer les degrés de disponibilité et d'accessibilité d'une substance donnée. Les petits réseaux de trafic ont bien évidemment été affectés par les modifications de l'offre intervenues depuis une dizaine d'années. Deux phénomènes méritent notamment d'être retenus. D'une part, la tendance des réseaux de deal, auparavant spécialisés dans la vente de cannabis, à adjoindre la cocaïne voire l'héroïne dans la palette des produits distribués ; d'autre part, la tendance à la multiplication des micro-réseaux d'usagers-revendeurs s'approvisionnant dans les pays limitrophes de la France¹.

Cet état de fait est bien évidemment lié à l'arrivée massive de la cocaïne sur le marché européen depuis la fin des années 1990 du fait de la réorientation des flux du trafic international, consécutive à la relative stagnation du marché nord-américain, en direction du Vieux continent. Des pays comme l'Espagne, la Belgique ou les Pays-Bas étant devenus, du fait de leur position géographique qui en fait des portes d'entrée de la cocaïne, des zones de stockage, les réseaux peu-

vent s'y approvisionner relativement facilement. Ce phénomène est favorisé en outre par la rentabilité beaucoup plus grande du trafic de cocaïne par rapport à celui de la résine de cannabis. Les données permettent d'établir que, par gramme vendu, les bénéfices s'élèveront à 30 euros en moyenne pour de la cocaïne contre 2,5 pour de la résine.

Tous les types de réseaux sont touchés. Du réseau relativement structuré, autrefois spécialisé dans la revente de cannabis (rencontré le plus souvent dans les quartiers périphériques des grandes agglomérations françaises), au micro-réseau d'usagers-revendeurs, la forte disponibilité du produit, alliée à une demande toujours forte, contribue à faire de la cocaïne un produit central et à faciliter sa diffusion sur la totalité du territoire, zones rurales comprises. En outre, depuis 2006, les observateurs du dispositif rapportent un retour certain de la disponibilité de l'héroïne brune après les années de déclin consécutives à l'introduction des traitements aux opiacés et aux vicissitudes de l'offre (en Afghanistan notamment). À l'instar de ce qui se passe pour la cocaïne, l'héroïne, très présente notamment en Belgique ou aux Pays-Bas, débouchés naturels de la route des Balkans, apparaît de plus en plus dans la configuration des produits diffusés aux côtés de la résine et de la cocaïne.

¹ Gandilhon M, Hoareau E. "Les évolutions du petit trafic d'héroïne et de cocaïne en France, in Les usages de drogues illicites en France depuis 1999 vus au travers du dispositif Trend", OFDT, 2010

risque certain de surdose dans un marché actuel largement dominé par une héroïne “de mauvaise qualité” (lire aussi p. 14 et p. 17) ⁴.

Prises de risques et précarité

Sur le plan sanitaire, on notera la persistance et même l'aggravation des prises de risques infectieux, en particulier vis-à-vis de l'hépatite C, dans les groupes d'usagers les plus précaires : pratiques d'injection de groupe, consommations dans des lieux insalubres, injections réalisées dans la précipitation. Les usagers de drogues évitent d'être porteurs de matériels qui les identifient comme tels aux yeux des fonctionnaires de police et peuvent déboucher sur une fouille. Ils évitent également d'être en possession de substances et tendent à consommer n'importe où dans l'urgence dès que le produit est acquis. Sur plusieurs sites Trend, observateurs et usagers font état, en effet, de la survenue de ruptures répétées du *statu quo* qui prévalait depuis la mise en œuvre

⁴ Lahaie E., Cadet-Tairou A. “Enquête nationale Sintès-Observation sur l'héroïne, mars 2007 à juin 2008, résultats principaux”, OFDT, 2010

⁵ Rahis AC et al., “Les nouveaux visages de la marginalité, in Les usages de drogues illicites en France depuis 1999”, OFDT, 2010

des mesures de réduction des risques à savoir l'absence d'intervention des forces de l'ordre à proximité des lieux de réduction des risques, de manière à ne pas dissuader les usagers de drogues de fréquenter ces structures.

Les jeunes en errance sont décrits comme de plus en plus nombreux et de plus en plus visibles dans les Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques (Caarud), réseau national d'accueil spécialisé à haut seuil de tolérance. Ces usagers de drogues parfois mineurs, qui se retrouvent sans soutien après avoir quitté, de manière volontaire ou contrainte, le domicile familial ou encore sont sortis d'une institution sociale à leur majorité, adoptant pour certains des codes empruntés au courant techno, se caractérisent entre autres par une proportion importante de jeunes femmes au sein des groupes et par des comportements à risques (prostitution, injection avec partage important du matériel...) ⁵. La dernière enquête nationale Ena-Caarud constate ainsi que les usagers de moins de 25 ans qui fréquentent les Caarud partagent leur matériel entre deux et trois fois plus que les plus âgés (> 35 ans).

La fréquentation plus marquée des événements festifs techno par les injecteurs est préoccupante au plan sanitaire. Fortement rejetée par la culture techno, la pratique de l'injection tend pourtant à devenir progressivement plus visible en marge des rassemblements musicaux alternatifs les moins encadrés. Pour autant, elle y demeure un phénomène marginal, concernant



Des prix en nette stabilisation

Le prix au détail des principaux produits illicites vendus directement aux usagers pour leur consommation personnelle est un indicateur pertinent pour renseigner la disponibilité (présence globale d'une substance dans un espace géographique donné) et l'accessibilité (capacité d'un individu à se la procurer) d'un produit ; deux informations qui jouent un rôle sur les niveaux de la demande et de l'offre.

En France, trois sources d'information permettent de documenter cette question et ainsi de présenter annuellement les niveaux de prix les plus couramment rencontrés : l'OCRTIS à travers une enquête auprès de ses correspondants et les deux dispositifs complémentaires de l'OFDT, Trend et Sintès.

On observe actuellement une nette stabilisation des prix des principales drogues du marché.

Les informations qualitatives collectées sont nombreuses pour affirmer une corrélation entre niveau de prix et qualité du produit. C'est principalement vrai pour le cannabis (herbes importées des Pays-Bas vendues plus chères que les herbes locales en raison d'une qualité perçue et/ou réelle supérieure), mais aussi pour l'héroïne et la cocaïne où des écarts de prix très importants peuvent être constatés entre deux produits de “qualité perçue” (pureté, prestige et effets ressentis) différente.

A contrario, sur certains territoires sont recueillies des héroïnes vendues très chères pour une qualité (titrage) très basse. La très faible disponibilité du produit ou l'accès au produit par des réseaux différents peuvent être à l'origine de cette situation. Ainsi, dans la dernière étude Sintès-Héroïne, on retrouve par exemple dans une même agglomération au cours du même mois des héroïnes de pureté allant de 0 % à 60 % pour des prix d'achat identiques. Pour faire face à la pénurie de produits, les “stratégies commerciales” privilégiées seraient la réduction de la pureté du produit (coupage plus important) et un maintien artificiel de son prix nominal.

Évolutions 2006-2009 des prix de vente au détail (en euros)

Principaux produits psychotropes illicites

Prix pour 1 gramme, ou, pour l'ecsatsy, pour 1 comprimé

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|--------------------|------|------|------|------|
| résine de cannabis | 4 | 6 | 5 | 5 |
| ecstasy | 6 | 5 | 5 | 5 |
| herbe de cannabis | 5 | 7 | 10 | 7 |
| héroïne | 45 | 42 | 45 | 40 |
| cocaïne | 63 | 65 | 65 | 60 |

une population plutôt précarisée dont les consommations de psychotropes ne sont pas cantonnées au champ de la fête. Cette pratique pose de nouveaux enjeux à la réduction de risques : conditions sanitaires totalement inadéquates, usagers très ignorants des procédures de RdR et difficultés pour les intervenants en milieu festif à être présents sur l'ensemble d'une scène techno de plus en plus éclatée en de petites manifestations non annoncées publiquement^{6,7}.

Molécules émergentes et trafic sur internet

Si le développement des trafics sur le réseau Internet n'est pas une tendance nouvelle, il a pris au cours de ces trois dernières années un relief particulier du fait de sa conjonction avec un autre phénomène : l'apparition et la diffusion d'un éventail de nouvelles molécules de synthèse dont la plupart sont uniquement diffusées par ce vecteur. De nombreux sites Web proposent une gamme de produits psychoactifs à l'attention de jeunes usagers festifs à la recherche de nouvelles expérimentations ou encore d'usagers de substances psychoactives souhaitant rester dans la légalité. Ces produits sont, en effet, généralement labellisés "légaux". Cette "course" entre trafiquants-chimistes et autorités sanitaires, à la sortie de produits encore non classés, s'est jouée sur le marché du cannabis, à travers un produit comme le "spice" (du THC de synthèse) par exemple, mais surtout sur le terrain des drogues de synthèse visant le marché des consommateurs de stimulants de l'espace festif techno⁸. Elles profitent, avec l'amphétamine, de la place laissée par la MDMA (ecstasy), non seulement en perte d'image sous sa forme comprimé, mais ayant de plus connu une véritable pénurie en 2009.

Kétamine et Ritaline : à surveiller !

Plusieurs éléments nécessiteront une surveillance particulière au cours des prochaines années du fait de leur potentiel d'extension ou de leurs possibles conséquences sanitaires.

Produit fortement controversé (y compris parmi les usagers de produits illicites) et de manipulation délicate (hallucinations, troubles psychiatriques, comas...), la kétamine se diffuse notamment au sein d'une frange des usagers les plus précaires du milieu festif alternatif, les jeunes en errance. Alors que par le passé la rencontre avec le produit découlait de l'opportunité, elle est actuellement désirée et recherchée activement par ces nouveaux usagers. La kétamine tend à devenir pour certains usagers

un produit de "première expérimentation" alors que la substance survenait beaucoup plus tard dans la "carrière psychotrope" de la génération précédente ; son usage devient également de plus en plus régulier. À l'extrême, les observateurs de Toulouse commencent à signaler des usagers quotidiens.

Le détournement de la Ritaline® (méthylphénidate) émerge, depuis 2004 à Marseille et 2005 à Paris, dans deux populations très distinctes. À Marseille, où elle aurait déjà été expérimentée par une majorité de personnes fréquentant les Caarud, il s'agit d'une population d'usagers très précarisés recherchant dans le produit un effet d'aide à l'action et à la communication. Dans une logique économique, la Ritaline® serait également utilisée par les usagers en substitution de la cocaïne lorsque l'argent manquerait. Dans cette population, le produit serait en majorité injecté. À Paris, il s'agirait de groupes restreints de jeunes consommateurs (20-25 ans) aisés et socialement bien insérés qui l'utiliseraient pratiquement toujours par voie orale, en association avec de l'alcool voire avec de la cocaïne comme stimulant "festif".

Le VHC en régression ?

En dépit du contexte de prises de risques marquées chez les usagers de drogues les plus précaires, l'analyse d'un ensemble de données déclaratives de prévalence de l'hépatite C parmi les usagers de drogues suggère que l'épidémie pourrait être en phase de régression. L'enquête Ena-Caarud montre notamment chez les usagers injecteurs un taux de séropositivité déclarée régressant de 47,2% en 2006 à 40,0% en 2008⁹. Les actions menées ces dernières années à divers échelons géographiques pourraient porter leurs fruits¹⁰.

AGNÈS CADET-TAÏROU, MICHEL GANDILHON,
MATTHIEU CHALUMEAU, EMMANUEL LAHAÏE /

Observatoire français des drogues et des toxicomanies

⁶ Suderie G et al., "Évolution de la scène techno et des usages en son sein", in "Les usages de drogues illicites en France depuis 1999", OFDT, 2010

⁷ Girard G et al., "Les pratiques d'injection en milieu festif : État des lieux en 2008", OFDT, 2009

⁸ Lahaie E, Cadet-Tairou A, "Méphédrone et autres stimulants de synthèse en circulation", OFDT, 2010, p. 10

⁹ Cadet-Tairou A et al., "Profil, pratiques des usagers de drogues Ena-Caarud", OFDT, 2010, à paraître

¹⁰ Bello PY, Cadet-Tairou A, "L'état de santé des usagers problématiques, in Les usages de drogues illicites en France depuis 1999 vus au travers du dispositif Trend", OFDT, 2010, p. 38-50